

Chargé de la relance, Patrick Devedjian fourmille d'idées pour dépenser « vite et bien »

Le nouveau ministre estime que le plan de relance remettra 100 milliards d'euros dans l'économie.

« LE PREMIER objectif du plan de relance, c'est de lutter contre le chômage et de créer de l'activité. » Hier, en marge de ce qu'il appelle son « premier vrai déplacement en province » – en l'occurrence Strasbourg –, le ministre de la Relance Patrick Devedjian a insisté sur l'urgence de dépenser vite et bien les milliards du plan français. Les chiffres catastrophiques du chômage publiés hier ajoutent encore à cette urgence. Pour le ministre, dont la mission budgétaire n'est censée durer que deux ans, c'est donc une véritable course contre la crise qui s'engage. Dès le 7 janvier, ses deux grands textes – le collectif budgétaire sur la relance et la loi de simplification des procédures – doivent être examinés à l'Assemblée nationale. « Grâce à l'effet de levier, ce plan pourrait avoir un impact de 100 milliards d'euros sur l'économie », assure-t-il.

Pour aider à ce que les choses aillent vite et que personne ne rechigne dans les administrations, Patrick Devedjian possède un sta-

tut capable de lui donner les coudees franches. Directement rattaché à François Fillon, son décret d'attribution lui donne autorité sur 15 administrations centrales (Trésor, budget, affaires juridiques, énergie et climat, infrastructures...). Il recevra leurs directeurs dès la semaine prochaine. Quant à certains ministres du gouvernement déjà en place, qui ne s'attendaient pas à devoir rendre des comptes et partager leurs administrations sur le sujet de la relance, « ils jouent tous le jeu », assure Patrick Devedjian. « Le président de la République a, de toute façon, mis les points sur les "i" », rappelle-t-il, avant de souligner qu'il est « l'ordonnateur du budget » de 26 milliards. « Ça rend les gens aimables... », dit-il, sourire aux lèvres. Le nouveau ministre semble à l'aise dans son nouveau costume, mais l'homme politique n'est jamais bien loin...

Mobilisation générale

La mobilisation est générale. Six parlementaires – dont le député Marc-Philippe Daubresse et le sénateur Alain Lambert – seront également missionnés pour faire le lien avec le Parlement. Les pré-



Patrick Devedjian, hier, à l'Institut Le Bel Chimie de Strasbourg, qui doit faire l'objet d'une rénovation. P. Bazien

fets doivent d'ici au mois de janvier recenser les 1 000 projets d'investissements prêts à démarrer début 2009. Le ministre est également en train de mettre en place un « correspondant relance » dans chaque région. En attendant les prochaines étapes de son tour de France, il poursuit ses petits déjeuners thématiques avec les professionnels

(automobiles, bâtiment...), reçoit les patrons, « pioche les bonnes idées, là où il y en a »...

Récemment, les sociétés d'autoroutes lui auraient assuré être prêtes à investir davantage à condition qu'on leur rallonge la durée de leur concession. Un transporteur aérien aurait également proposé de racheter une

base aérienne désaffectée, d'en faire une zone de transit avec des créations d'emplois à la clé, contre une exonération fiscale. « Il faut tout regarder, tout étudier... », indique Patrick Devedjian. Y compris dans l'automobile, secteur pour lequel il n'y a pas eu, selon lui, suffisamment de réflexion. Le ministre évoque ainsi un renforcement du pôle de compétitivité ou encore une meilleure intégration entre Nissan et Renault.

Hier, à Strasbourg, élus de droite et de gauche ont évoqué plusieurs sujets avec lui : la seconde phase du projet de TGV Est (une enveloppe de 70 millions est prévue dans le plan de relance), le projet d'autoroute qui permettrait de contourner la ville... Patrick Devedjian a également rencontré le patron de la société Lohr (qui fabrique notamment des wagons), « le genre d'entreprise qui pourrait bénéficier des capitaux du Fonds stratégique d'investissement ». Il en a profité aussi pour visiter le quartier Saint-Joseph, à Haguenau, en projet de « requalification urbaine » et pour se rendre à l'Institut Le Bel Chimie de Strasbourg, qui doit faire l'objet d'une rénovation.

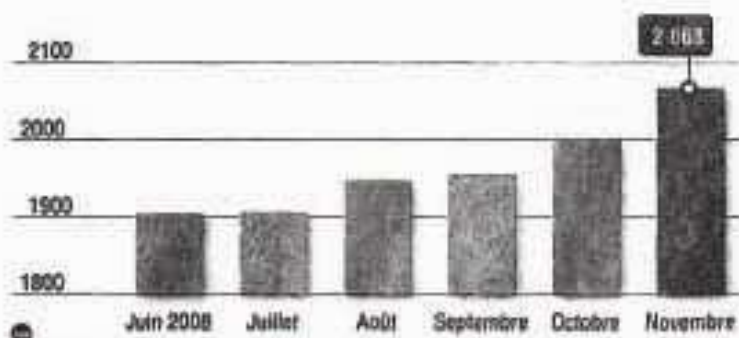
MARIE VISOTY (à Strasbourg)

La construction toujours au point mort

■ Le nombre de mises en chantier de nouveaux logements a encore reculé de 14,4 % entre septembre et novembre, comparé à la même période un an plus tôt. Parallèlement, le nombre de permis de construire délivrés a chuté de 14,7 %, selon les chiffres publiés hier par le ministère de l'Écologie. En novembre, seulement 34 378 logements ont été mis en chantier, ce qui coïncide avec l'augmentation brutale du chômage, le secteur de la construction étant traditionnellement très pourvoyeur d'emplois. Sur les douze derniers mois (novembre 2007 à novembre 2008), le nombre de mises en chantier s'est établi à 379 374 (-12,7 % par rapport à la même période un an auparavant) et celui des permis de construire à 461 372 (-17,1 %). Le recul des permis de construire comme des mises en chantier est particulièrement marqué dans le secteur des locaux non résidentiels.



■ Nombre de demandeurs d'emplois en France, catégorie 1, en milliers (CVS)



RECORD. Il y a eu 64 000 nouveaux demandeurs d'emploi en novembre, ce qui porte le nombre de chômeurs à 2 068 000. *Arxienn/Bureau*

Hausse record du chômage au mois de novembre

EMPLOI En novembre, 64 000 nouveaux demandeurs d'emploi se sont inscrits au chômage. En un an, la France compte 161 000 chômeurs de plus. La tendance s'accélère, forçant le gouvernement à pousser les feux de la relance. Patrick Devedjian (*photo*) en charge de la mener à bien fourmille d'idées pour dépenser « vite et bien ».



Hausse record du nombre de chômeurs en novembre

EMPLOIS
Au cours des douze derniers mois, le nombre de chômeurs a augmenté de 161 000.

NOVEMBRE a battu un triste record : en un mois, 64 000 personnes sont venues grossir les rangs des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 1, la catégorie qui correspond à la définition la plus usuelle du chômage selon Pôle Emploi (l'ex-ANPE et Assedic regroupés). Jamais depuis 1991, la France n'avait connu une telle hausse mensuelle. Impossible de comparer avec la période antérieure : 1991 marque l'année du changement de mode de calcul des chômeurs par l'ANPE.

L'Hexagone comptait fin novembre près de 2,1 millions de chômeurs. Leur nombre n'a cessé d'augmenter depuis le mois de mai, enregistrant sept hausses mensuelles consécutives, une brutale accélération du rythme en août et le franchissement de la barre symbolique des deux millions de sans-emploi en octobre.

Dans le détail, les données de novembre sont particulièrement inquiétantes. Alors que l'on recense une hausse du chômage de plus de 3 % dans toutes les tranches d'âge, sur un an, les jeunes payent encore le plus lourd tribut (14,3 % de sans-emploi en plus). Plus alarmant encore, les entrées au chômage pour cause de licenciement économique ont fait un bond de 13,1 % au cours des trois derniers mois. Et

Réforme du chômage partiel : la CGPME écrit à Fillon

■ La Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) a écrit au premier ministre François Fillon pour lui exprimer ses craintes concernant le futur régime d'indemnisation du chômage partiel. La CGPME avait déjà indiqué ne pas être signataire « pour l'instant » de l'accord négocié la semaine dernière. Elle a notamment demandé à Bercy que le remboursement

le pire est à venir puisque les plans sociaux annoncés depuis la rentrée prendront surtout effet en 2009.

Le gouvernement prend les devants

En outre, les entreprises continuent à se séparer de leurs salariés précaires. Les entrées au chômage suite à la fin d'un CDD ont augmenté de 6,9 % au cours des trois derniers mois, et celles pour fin de mis-

sion d'intérim de 18,2 %. « Le marché du travail est devenu plus flexible. Résultat, dès que la conjoncture fléchit, le chômage augmente. Avec une moyenne, entre juin et novembre, de près de 28 000 chômeurs en plus chaque mois, nous sommes désormais sur les rythmes de 1993 », fait remarquer Éric Hoyer, directeur adjoint à l'OFCE.

Inquiet de cette dégradation de l'emploi, le gouvernement a pris les devants en annonçant la création de 100 000 emplois aidés supplémentaires, en améliorant l'indemnisation du chômage partiel ou encore en étendant les contrats de transition professionnelle. Autant de réformes qui seront appliquées courant 2009 et auxquelles s'ajoutent les effets attendus du plan de relance. Cela n'empêche pas l'Insee de tabler sur une nette hausse du taux de chômage, mesuré au sens du Bureau international du travail. Le taux passerait de 7,7 % au troisième trimestre de cette année à 8 % au deuxième trimestre 2009.

—
CÉCILE CROUZEL